



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-363/11

Epitropos tou Elegktikou Synedriou sto Ypourgeio Politismou kai Tourismou contre Ypourgeio Politismou kai Tourismou – Ypiresia Dimosionomikou Elenchou

[demande de décision préjudicielle, introduite par l'Elegktiko Synedrio (Grèce)]

«Renvoi préjudiciel — Notion de ‘juridiction d’un des États membres’ au sens de l’article 267 TFUE — Procédure destinée à aboutir à une décision de caractère juridictionnel — Cour des comptes nationale statuant sur une autorisation préalable à une dépense publique — Irrecevabilité»

Sommaire – Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 19 décembre 2012

Questions préjudicielles — Saisine de la Cour — Juridiction nationale au sens de l’article 267 TFUE — Notion

(Art. 267 TFUE)

Un organisme national ne peut être qualifié de «juridiction» au sens de l’article 267 TFUE lorsqu’il n’est pas un organisme indépendant, en ce sens qu’il n’a pas la qualité de tiers par rapport à l’autorité administrative qui a adopté la décision faisant l’objet du recours. Dès lors, cette qualification ne peut pas être reconnue si cet organisme présente un lien organique avec ladite administration.

Tel est le cas d’un organisme dont est membre l’auteur de la décision administrative attaquée et qui, dans l’exercice des compétences relatives à la procédure au principal, est appelé à adopter une décision qui ne s’inscrit pas dans le cadre d’une procédure destinée à aboutir à une décision de caractère juridictionnel, contrairement à l’exigence jurisprudentielle qui découle de l’article 267 TFUE.

(cf. points 18, 20, 21, 23, 28)